

40 ans de lutte pour le droit au logement sur le Plateau... et ça continue!



Quelques photos retraçant les 40 ans de luttes du comité logement sur le Plateau dans une édition spéciale de son bulletin « Le locataire » Le comité logement soulignait 40 ans de lutte sur le Plateau dans une édition spéciale de son bulletin « Le locataire » (photo : Simon Van Vliet)

25 mai 2015 à 09:00 Simon Van Vliet Le Plateau-Pamplemousse

Après avoir célébré son quarantième anniversaire le 16 mai dernier, le comité logement du Plateau Mont-Royal (CLPMR) poursuit la lutte pour le droit au logement.

Il faut se souvenir qu'à l'origine, le Plateau était « un quartier ouvrier, peuplé de gens à faibles revenus qui travaillaient dans les usines du Plateau Est », rappelle Vicky Langevin, organisatrice communautaire au CLPMR.

Petite histoire des luttes pour le droit au logement

C'est dans le contexte d'une première vague d'embourgeoisement survenue dans les années 1970 qu'est né le comité logement, une initiative citoyenne visant à défendre les droits des locataires, notamment contre les expropriations et les démolitions réalisées sous l'administration Drapeau.

En mars 1975, des locataires menacés d'éviction se mobilisaient pour contrer le projet d'agrandissement du concessionnaire automobile Clermont Motor sur la rue Saint-Denis. La cause portée devant la Régie du logement a permis aux locataires d'obtenir trois mois de sursis à l'éviction des 47 ménages visés et de sauvegarder une douzaine de logements.

Quelques mois plus tard, en août 1975, des locataires amorcent l'occupation de 49 logements sur la rue Saint-Norbert pour protester contre une démolition annoncée par l'administration Drapeau. Après un mois, les occupants ont été délogés et les bâtiments démolis. Le projet de cour de voirie municipale qui devait remplacer les logements démolis n'a jamais vu le jour et, vingt ans plus tard, ceux-ci ont été remplacés par de luxueux condos.

C'est par ces luttes que le comité logement Saint-Louis, ancêtre du CLPMR, a fait ses premières armes.

Le comité logement a ensuite été de toutes les luttes pour la sauvegarde d'un parc immobilier locatif abordable et de qualité ainsi que pour le développement du logement social dans l'arrondissement. Il a également participé à la fondation du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), en 1978, et du regroupement pour le gel des loyers (aujourd'hui connu sous le nom du Regroupement des Comités Logement et Associations des locataires du Québec, RCLALQ), en 1979.

En plus de mener d'infatigables combats contre l'éviction des ménages à faibles revenus, le CLPMR a joué un rôle actif dans la création, en 1993, d'Action Solidarité Grand Plateau, la corporation de développement communautaire qui regroupe aujourd'hui une cinquantaine d'organismes et d'institutions de divers secteurs.

La lutte continue!

« Il reste un bon noyau de gens qui sont à risque d'être évincés », souligne Vicky Langevin. Elle rappelle que, contrairement à l'idée que l'on se fait de la population du Plateau Mont-Royal, celle-ci est encore majoritairement locataire.

Nombreux sont donc les ménages qui subissent aujourd'hui des hausses de loyer ou des évictions suite à des rachats d'immeubles ou à des conversions en condominiums. En effet, de nombreux promoteurs immobiliers passent par la conversion en copropriété indivise pour contourner le moratoire sur les conversions copropriété divise, décrété par l'arrondissement.

« Ça peut être très rentable pour quelqu'un qui a de l'argent à brasser », note Vicky Langevin. La spéculation fait peut-être le bonheur des promoteurs et de certains propriétaires de logements, mais le développement immobilier a des impacts importants sur les conditions de vie des locataires, comme en témoigne le plus récent portrait de la gentrification sur le Plateau Mont-Royal, publié au début mai par le CLPMR, intitulé Plus le Plateau est IN, Plus les locataires sont OUT.

Après quarante ans de lutte, le CLPMR poursuit donc son combat pour la sauvegarde du parc locatif et pour le développement du logement social. C'est notamment dans cette perspective que le comité logement participe à la campagne contre la privatisation de l'Hôtel-Dieu.

« On veut que ça reste du domaine public », lance Vicky Langevin.

Le 27 mai prochain à 18 h, le comité de mobilisation se rencontre pour faire le point sur les luttes en cours et planifier les prochaines actions. L'assemblée générale annuelle du CLPMR aura lieu le 18 juin.